



**PRÉFET
DE LA HAUTE-SAVOIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Pôle administratif des installations classées

Le préfet de la Haute-Savoie

Annecy, Le 02 novembre 2023

Chevalier de la légion d'honneur
Officier de l'ordre national du mérite

Arrêté n°PAIC-2023-0085

Portant mesures additionnelles de la société Carmaco qui exploite une carrière à ciel ouvert de roches massives sur la commune d'Annecy (Annecy-Le-Vieux)

VU le code de l'environnement et notamment les articles L. 181-14, R. 181-45 et 46 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et notamment son article 43 ;

VU le décret du 20 juillet 2022 portant nomination de M. Yves LE BRETON, Préfet, en qualité de préfet de la Haute-Savoie ;

VU le décret du 6 décembre 2022, nommant M. David-Anthony DELAVOËT, administrateur de l'État hors classe, détaché en qualité de sous-préfet hors classe, secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie ;

VU l'arrêté préfectoral n°SGCD/SLI/PAC/2022-148 du 15 décembre 2022 donnant délégation de signature à Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie ;

VU l'arrêté ministériel du 22/09/1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;

VU l'arrêté préfectoral n°PAIC-2018-0021 du 2 mars 2018 modifié autorisant le renouvellement de l'exploitation par la société Carmaco d'une carrière à ciel ouvert de roches massives sur la commune d'Annecy(Annecy-Le-Vieux) ;

VU l'arrêté préfectoral n°2023-0016 du 10/03/2023 portant mise en demeure de la société Carmaco ;

VU la visite d'inspection sur site le 20/01/2023 ;

VU le rapport de visite de l'inspection des installations classées 20230120-RAP-InspCarCarmacoAnnecy-vs du 13/02/2023 ;

Adresse postale : PAIC 3 rue Paul Guiton
74 000 ANNECY
Tel : 04 50 08 09 26
<http://www.haute-savoie.gouv.fr/>

Préfecture labellisée Qual-e-Pref
depuis le 18 décembre 2019.
Modules 1 et 7 : Relation générale avec
les usagers & Communication
d'urgence en cas d'événement majeur



VU la décision après examen au cas par cas sur le projet de modification des conditions d'exploitation porté par la société Carmaco ;

VU le Porter à Connaissance relatif aux modifications des conditions d'exploitation de la carrière de roches massives exploitée par la société Carmaco transmis le 2 octobre 2023 ;

VU le rapport de l'inspection des , installations classées 20231002-RAP-modCondExplCarCamacoAnnecy-vs en date du 30 octobre 2023 ;

VU le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur et transmis par courriel avec Accusé de Réception du 20/10/2023 conformément à l'article R. 181-45 du code de l'environnement ;

VU les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 27 octobre 2023 ;

CONSIDERANT que la demande présentée par l'exploitant concerne :

- la modification des conditions d'exploitations des fronts du carreau Nord liée à la mise à jour des études géotechniques qui ont mis en avant des instabilités et des familles de failles ;
- l'exploitation d'un banc de l'éperon central sur une hauteur d'environ 5/6 mètres le long d'un plan de strate d'environ 80 mètres, ce dernier n'étant plus solidaire en buté de massif (découpé latéralement du Nord au Sud) ;
- l'augmentation de 4 % des réserves exploitables liée à la mise en sécurité du site (reprofilage des fronts et de l'éperon central) ;
- la modification de 2,4 % du rythme moyen d'extraction annuel, passant de 75 000 t/an à 76 800 t/an ;
- la réduction de la capacité de remblais de 760 000 m³ à 478 000 m³ (soit une réduction de 37 %) ce qui réduit l'impact global du trafic-poids-lourds ;
- la modification du phasage lié à la modification des conditions d'exploitation ;
- la mise à jour des garanties financières
- la mise à jour du plan de remise en état du fait de la pente nécessaire d'1 % minimum vers le Nord pour orienter les eaux pluviales ;

CONSIDÉRANT que les fronts d'abattage doivent être constitués de gradins d'au plus de 15 mètres de hauteur verticale, sauf autorisation du préfet ;

CONSIDÉRANT que l'étude géotechnique démontre que les gradins d'une hauteur de 30 mètres sont stables et permettent d'éviter un glissement plan sur plan ;

CONSIDÉRANT que l'étude d'impact a été réalisée sur la production maximale autorisée et que cette dernière n'est pas modifiée ;

CONSIDERANT que le gisement disponible exploitable en fonction des nouvelles contraintes géotechniques est d'environ 1 383 500 tonnes ;

CONSIDERANT que le phasage a été mis à jour par rapport aux contraintes géotechniques, au gisement et à la durée restante ;

CONSIDERANT que les garanties financières ont été mises à jour par rapport au nouveau plan de phasage ;

CONSIDERANT que la demande de cas par cas présentée par l'exploitant :

- ne concerne pas de nouvelles rubriques ;
- ne prolonge pas la durée initiale d'exploitation ;
- ne propose pas de déroger à la bande de retrait de 10 mètres entre le périmètre d'extraction et les limites de propriétés ;
- ne modifie pas l'usage futur du site ;
- ne modifie pas les rejets ou la production de déchets ;
- ne modifie pas les émissions sonores, de vibrations, de poussières ;
- n'induit pas un risque nouveau pour la santé ;
- n'engendre aucun impact supplémentaire pour la faune et la flore ;

- n'induit pas de risques d'éboulement à l'extérieur du périmètre d'exploitation ;

CONSIDERANT que cette demande de modification des conditions d'exploitation de la carrière n'induit ni une augmentation des nuisances ni de nouveaux impacts ;

CONSIDERANT de tout ce qui précède, qu'il y a lieu, en application des dispositions des articles L. 181-14 et R. 181-45 du code de l'environnement de modifier les prescriptions applicables à l'établissement ;

SUR la proposition de Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie ;

A R R E T E

Article 1^{er} :

Il est pris acte de la demande de modification des conditions d'exploitation de la société Carmaco transmis le 2 octobre 2023 relatif à l'exploitation de carrière de roches massives sur la commune d'Annecy (Annecy-Le-Vieux).

Article 2 :

L'ensemble des prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire n°PAIC-2019-0018 du 19 septembre 2019 sont supprimées.

Article 3 :

Le tableau des activités à l'article 1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°PAIC-2018-0021 du 02/03/218 est remplacé par le suivant :

Nature de l'activité	Rubriques	Volume d'activité	Classement
Carrières (exploitation de). 1. Exploitation de carrières, à l'exception de celles visées au 5 et 6	2510-1	Gisement : 1 383 500 tonnes Production moyenne : 76 800 t/an Production maximale : 200 000 t/an Remblaiement autorisé Volume disponible : 478 000 m ³ Vol. Moy : 27 000 m ³ /an Vol. Max : 150 000 m ³ /an	A*
1. Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2. La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant : a) Supérieure à 200 kW	2515.1.a	Puissance totale des installations : 755 kW	E*
Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques. La superficie de l'aire de transit étant : 1. Supérieure à 10 000 m ²	2517.1	Surface totale : 30 000 m ²	E*

* : AS (Autorisation avec Servitudes d'utilité publique), A (Autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (Déclaration soumis au contrôle périodique prévu par l'article L. 512-du Code de l'environnement).

Article 4 :

Le premier alinéa de l'article 1.1.4. de l'arrêté préfectoral n°PAIC-2018-0021 du 2 mars 2018 est remplacé par la disposition suivante :

« L'autorisation est accordée jusqu'au 2 mars 2036. La remise en état est incluse dans la durée d'autorisation. L'autorisation est accordée sous réserve des droits des tiers et n'a d'effet que dans les limites du droit à propriété du bénéficiaire et des contrats de forage dont il est titulaire. »

Article 5 :

Les prescriptions de l'article 1.2.7. de l'arrêté préfectoral n°PAIC-2018-0021 du 2 mars 2018 sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Levée des garanties financières

L'obligation de garanties financières n'est pas limitée à la durée de validité de l'autorisation. Elle est levée après la cessation d'exploitation de la carrière, et après que les travaux de remise en état aient été réalisés.

Ce retour à une situation normale est constaté, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue aux articles R. 512-39-1 et suivants du code de l'environnement.

En application de l'article R. 516-5 du code de l'environnement, l'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral après consultation des maires intéressés.

En application de l'article R. 516-5 du code de l'environnement, le préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières. »

Article 6 :

Les prescriptions de l'article de l'article 1.2.8. de l'arrêté préfectoral n°PAIC-2018-0021 du 2 mars 2018 sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Montant des garanties financières

Pour prendre en compte le nouveau plan de phasage de la carrière, le montant des garanties financières est calculé pour assurer la remise en état globale du site avec un pas de cinq ans.

Le montant de références des garanties financières (CR) permettant d'assurer la remise en état maximale de la carrière au cours de chacune des périodes suivantes est :

Période	Montant des garanties financières période par période
Phase P1 : janvier 2023 – janvier 2028	226 550 euros TTC
Phase P2 : janvier 2028 – janvier 2033	158 059 euros TTC
Phase P3 : janvier 2033 – mars 2036	101 862 euros TTC Montant qui se prolonge jusqu'à la levée de l'obligation de garanties financières par le préfet.

Un acte de cautionnement solidaire est établi conformément au modèle annexé à l'arrêté du 31 juillet 2012 fixant le modèle d'attestation des garanties financières prévues à l'article R 516-2 du code de l'environnement et porte sur la durée de chaque phase.

Les garanties financières sont calculées conformément aux plans en ANNEXE II du présent arrêté où sont précisées les surfaces à exploiter et les surfaces remises en état couvrant chaque période.

Article 7 :

Les prescriptions de l'article de l'article 2.1.2. de l'arrêté préfectoral n°PAIC-2018-0021 du 2 mars 2018 sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Jours et horaires de fonctionnement

Les activités sont exercées du lundi au vendredi, selon les horaires suivants :

- lundi au jeudi : 7h00 à 12h00 et de 13h30 à 18h00 ;
- vendredi : 7h00 à 12h00 et de 13h30 à 18h00. »

Article 8 :

Les prescriptions de l'article de l'article 4.1.5.3. de l'arrêté préfectoral n°PAIC-2018-0021 du 2 mars 2018 sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Les eaux issues des fronts supérieurs et parvenant jusqu'au carreau d'exploitation s'infiltreront de manière naturelle dans le sous-sol.

Les eaux circulant sur la piste menant à la zone de traitement au Nord et les eaux provenant du système de nettoyage des roues en sortie de site, sont dirigées de manière gravitaire vers un bassin d'orage de 120 m³, dans lequel elles décantent. Un merlon périphérique protège le bassin d'orage.

Afin d'éviter toute infiltration des eaux qui serait préjudiciable à la stabilité des fronts et des talus situés à proximité du bassin, l'exploitant s'assure de la pérennité dans le temps de l'étanchéité du bassin. »

Article 9 :

Les prescriptions de l'article de l'article 6.3.1.1. de l'arrêté préfectoral n°PAIC-2018-0021 du 2 mars 2018 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Généralités

Les dispositifs d'abattage à l'explosif et notamment les charges unitaires mises en œuvre doivent être adaptés à la progression des fronts de taille et tenir compte des conditions d'exploitations détaillées dans l'article 9 du présent arrêté.

Les tirs de mines doivent être réalisés uniquement du lundi au vendredi. Ils sont interdits en période nocturne.

Chaque tir de mines fait l'objet d'un plan de tir prédéfini pour être adapté au volume de matériaux à extraire et à l'orientation des fronts à abattre. Ce plan de tir doit notamment tenir compte du phasage de l'exploitation, de la nature du gisement, de la géologie locale et des conditions météorologiques.

Chaque plan de tir précise à minima les informations suivantes :

- positionnement (distance du trou d'amorçage par rapport à la ligne de front), profondeur, inclinaison et orientation ;
- caractéristique des charges utilisées, détonateur utilisés, bon de livraison, etc. ;
- charge unitaire et à la volée ;
- nombre de mailles et retard.

Un rapport de foration doit systématiquement être établi à l'issue de la foration. Ce rapport doit mentionner l'ensemble des phénomènes géologiques rencontrés (failles, vides, karst, argile,...). Un relevé de dérivation est établi afin de vérifier la qualité de la foration pour les forages d'une profondeur supérieure à 8 m. Une attention particulière sera portée sur l'inclinaison des trous par rapport à celle du front.

Une personne compétente et formée en matière de tir de mine, autre que le foreur/mineur qui réalise le tir contrôlera aléatoirement 1/3 des forages de chaque tir : positionnement, profondeur et inclinaison.

Ces contrôles seront identifiés et les anomalies éventuelles tracées.

La charge totale d'un tir ne peut pas être mise à feu instantanément. Un plan d'amorçage du tir décompose la charge totale en charges élémentaires qui seront mises à feu, les unes après les autres, avec des décalages significatifs entre deux départs successifs. Sur un même tir, chaque trou chargé fait l'objet d'un amorçage fond de trou qui consiste à amorcer la colonne d'explosifs par un détonateur placé en dessous.

En cas d'imbrûlé, la charge concernée devra être localisée et traitée selon les règles de l'art. Les ratés de tirs devront être tracés par l'exploitant. Le registre des ratés de tir devra d'être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. »

Article 10 :

Les prescriptions de l'article de l'article 8.3.1. de l'arrêté préfectoral n°PAIC-2018-0021 du 2 mars 2018 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Phasage

L'exploitation de matériaux de roches massives est réalisée selon les plans de phasage et d'exploitation joints en ANNEXE I, III et IV du présent arrêté.

Toute modification de phasage doit faire l'objet d'une demande préalable auprès de monsieur le préfet de la Haute-Savoie.

Le phasage de la carrière est le suivant :

L'extraction des matériaux du carreau Sud n'est plus autorisée. A la suite du remblayage de la zone, un merlon d'une hauteur de 3 mètres est mis en place à une vingtaine de mètres du pied de falaise du front Ouest du carreau Sud. La circulation des piétons est interdite dans ce périmètre.

Maintien du merlon de 5 mètres NGF au droit du carreau Nord et parallèle à la RD 16.

T1 : janvier 2023 – décembre 2028

- Finalisation du remblaiement du carreau Sud avec la mise en forme d'une plate-forme pour accueillir les installations de traitement. La puissance maximale cumulée de ces dernières est limitée à 755 kw.
- Démantèlement et évacuation dans les filières dûment autorisées des installations de traitement si ces dernières ne sont pas réutilisées.
- Fin de la reprise des fronts du carreau Nord :
 - sécurisation (mise en place des éléments de confortement) et reprofilage des fronts Nord-Ouest ;
 - reprofilage des fronts Nord-Est ;
 - extraction du carreau Nord jusqu'à la cote 562 mètres NGF.
- Réalisation d'un merlon au droit de l'éperon central, parallèle à la RD 16 d'une hauteur de 2,5 mètres préalablement à l'exploitation de l'éperon central.
- Purge de l'éperon central.

T2 : janvier 2029 – janvier 2034

- Exploitation de la zone au droit de l'ancien poste primaire jusqu'à la cote de 566 mètres NGF.
- Approfondissement du carreau Nord jusqu'à la cote de 535 m NGF.
- Réalisation d'un merlon végétalisé à l'Est du site (de l'accès jusqu'au front Sud du carreau Sud) et parallèle à la RD 16 conformément aux plans en ANNEXE I du présent arrêté.

T3 : janvier 2034 – mars 2036

- Seules les opérations de remblaiement et de remise en état du site sont autorisées lors de cette dernière phase.
- Le carreau Nord est remblayé jusqu'à la cote de 565 mètres NGF.
- Le site est remis en état conformément au titre 9 de l'arrêté préfectoral n°PAIC-2018-0021 du 2 mars 2018 et du plan en ANNEXE XX du présent arrêté. Une pente de 1 % minimum vers le Nord devra être réalisée pour orienter les écoulements des eaux pluviales. »

Article 11 :

Les prescriptions des articles 8.3.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°PAIC-2018-0021 du 2 mars 2018 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Conditions d'exploitation des fronts :

L'exploitation est conduite selon la méthode définie dans le dossier de porter à connaissance et notamment les études géotechniques réalisées par Sage Ingénierie, transmis le 2 octobre 2023.

L'ensemble des fronts est terrassé du haut vers le bas.

La circulation des piétons est interdite dans la zone des 10 mètres en pied de massif des carreaux Nord et Sud.

Extraction de l'éperon central :

L'éperon central est exploité lors de la phase T1, l'extraction concerne le banc supérieur d'une hauteur d'environ 5 mètres. L'extraction suivra le toit du banc inférieur qui est solidaire du massif selon une pente de 33/34°.

Le plan de tir préalable doit être réalisé conjointement entre la société de minage et le bureau géotechnique. Il est validé par l'exploitant qui reste responsable du tir.

Préalablement au tir, l'exploitant transmettra le plan de tir à monsieur le préfet ainsi que la période de réalisation du tir. Celle-ci devra exclure les périodes de forte affluence touristique. La mise en œuvre ne pourra avoir lieu qu'en l'absence d'opposition de la part de monsieur le préfet.

Travaux de sécurisation du carreau Nord : angle Nord-Ouest :

Préalablement à l'exploitation du carreau Nord, les travaux de sécurisation de l'angle Nord-Ouest doivent être réalisés.

La masse C1 doit être extraite selon les dispositions suivantes :

- terrassement du haut vers le bas par minage (y compris la banquettes résiduelle de 4 mètres de largeur) ;
- exploitation de la masse C1 depuis l'angle Nord-Ouest sur toute la largeur du risberme selon les plans en ANNEXE III et IV du présent arrêté. Seul le gradin Ouest en partie sommitale aura une hauteur de 40 mètres ;
- prédécoupage au cordeau ;

- forage à l'aide de pelle à long bras et/ou techniques acrobatiques pour ne pas créer de surcharge (la mise en place d'une foreuse est interdite) avec une maille 2*2 mètres et une profondeur des forages ne pouvant excéder 10 mètres ;
- tir séquencé avec une charge unitaire de 200 g/m³.

A la suite de ces travaux, un bureau géotechnique évaluera la situation et affinera le traitement des compartiments Q1, Q2 et Q3.

Les travaux de terrassement des matériaux issus des tirs entre les cotes 650 et 620 mètres NGF seront réalisés à la pelle araignée.

Une risberme d'une largeur de 15 mètres est réalisé à l'altitude 630 mètres NGF.

Les trois compartiments instables Q1, Q2 et Q3 doivent être traités selon les recommandations suivantes :

- Q1 : réalisation de 10 ancrages. Ces ancrages sont réalisés conformément aux recommandations du bureau géotechnique. Ils sont réalisés directement sur dalle, perpendiculairement au plan de glissement stratigraphique ;
- Q2 : à la suite de la visite complémentaire du bureau géotechnique sur la zone, ce dernier affinera et validera les dispositions suivantes :
 - purge du pilier à l'aide de moyens manuels (coussin, vérin, canne à purge, etc.)
 - microminage ou clouage de certains compartiments selon analyse.
- Q3 : réalisation de 20 ancrages. Ces ancrages sont réalisés conformément aux recommandations du bureau géotechnique. Ils sont réalisés en rive gauche du compartiment.

Les compartiments Q1, Q2 et Q3 sont situés sur les photos en ANNEXE V du présent arrêté.

Extraction du carreau Nord : Fronts Nord, Central et Nord Ouest (hors angle Nord-Ouest) :

La réalisation d'un front d'une hauteur de 30 mètres avec une pente maximale de 75° par rapport à l'horizontale est subordonnée à la mise en place des mesures suivantes :

- l'exploitation est réalisée du haut vers le bas par des tirs de mines dont la hauteur maximale de foration est de 9 mètres (8 mètres + 1 mètre de surprofondeur). Le matériau pourra être abattu à l'aide de tirs de mines par tranches successives d'une épaisseur maximale de 15 mètres après validation d'un organisme compétent en géotechnique. Cette validation sera tenue à la disposition de l'inspection ;
- la largeur des banquettes est de 15 mètres. Elles seront retalutées en fin d'exploitation du gradin à 10 mètres ;
- après chaque marinage des matériaux, une visite géotechnique attestera de la stabilité des gradins et risbermes dont la largeur définitive ne pourra pas être en-deça de 8 mètres ;
- l'approfondissement du carreau Nord est réalisé en descente en « escargot » entre les cotes 570 et 535 mètres NGF selon la méthode ci-dessus. »

Article 12 :

Les prescriptions des articles 8.3.4. de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°PAIC-2018-0021 du 2 mars 2018 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« L'exploitant procède à une surveillance quotidienne des fronts de taille, réalise toutes les opérations de purges nécessaires à la sécurisation des fronts de taille et sollicite l'intervention d'un organisme compétent en géotechnique et éventuellement en trajectographie en cas de détection d'anomalies. Ces opérations de surveillance et interventions sont consignées dans un registre tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

Un suivi géologique du site est réalisé par un organisme compétent en géotechnique, au fur et à mesure de l'avancement de l'exploitation afin de :

- mettre à jour la connaissance du massif à l'avancement de l'exploitation ;
- modifier la méthode d'exploitation si nécessaire. Les conditions d'exploitation prescrites à l'article 11 du présent arrêté pourront être modifiées uniquement par la production d'une étude géotechnique réalisée par un organisme indépendant et compétent en géotechnique et transmis préalablement à l'inspection.

La fréquence des visites pour le suivi géotechnique des fronts doit être adaptée en fonction de l'importance des tirs et de leur fréquence. Cette fréquence devra être justifiée par le géotechnicien avec un suivi géotechnique a minima annuel.

En sus du bilan de la visite annuelle, le rapport contient a minima un bilan des résultats des visites géotechniques de l'année et des travaux réalisés. La justification du respect des pentes doit être également réalisée.

L'exploitant justifie également que l'ensemble des recommandations émises par les différentes études et suivis géotechniques a été pris en compte.

Ce rapport est transmis à l'inspection avant le 31 mars de l'année n+1.

L'exploitant met en place une procédure écrite « météo » validée par un organisme compétent. Il tient cette procédure à la disposition de l'inspection des installations classées. »

Article 13 :

Les prescriptions de l'article 8.3 : « Modalités d'exploitation » de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°PAIC-2018-0021 du 2 mars 2018 sont complétées par le point 8.3.5 :

« Suivi des ouvrages de sécurisation

Les rapports de justification du dimensionnement et des caractéristiques des ouvrages de protection (merlon, écran, filet, barrière grillagées,...) ainsi que de leur validation après mise en place devront être tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Un suivi dont la fréquence a été définie par un bureau compétent est mise en place afin de s'assurer de l'efficacité dans le temps de l'ensemble des ouvrages de confortement du site (grillage, clouage, inclinomètres, etc.).

Une maintenance préventive ou curative est effectuée selon les constats effectués lors de ces campagnes.

Pour chaque ouvrage, le suivi est consigné dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les rapports de justification du dimensionnement et des caractéristiques des ouvrages de protection (merlon, écran, filet, barrière grillagées,...) ainsi que de leur validation après mise en place devront être tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. »

Article 14 :

Les ANNEXES 1 (phasage), 2 (plan détaillé du carreau Nord), 3 (plan des garanties financières) et 6 de l'arrêté préfectoral n°PAIC-2018-0021 du 2 mars 2018 sont remplacés par les ANNEXES du présent arrêté :

- ANNEXE I : PLANS DE PHASAGE ;
- ANNEXE II : PLANS DES GARANTIES FINANCIERES ;
- ANNEXE III : PLAN DE LOCALISATION DES DIFFERENTS FRONTS ET PROGRESSION DE L'EXPLOITATION ;
- ANNEXE IV : PLANS DE COUPE DE L'AVANCEMENT DES FRONTS ;
- ANNEXE V : SITUATION GEOGRAPHIQUE DES COMPARTIMENTS Q1, Q2, ET Q3 ;
- ANNEXE VI : PLAN DE REMISE EN ETAT.

Article 15 :

Les délais s'entendent à compter du jour de la notification du présent arrêté.

Article 16 :

Le présent arrêté est notifié à la société Carmaco.

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

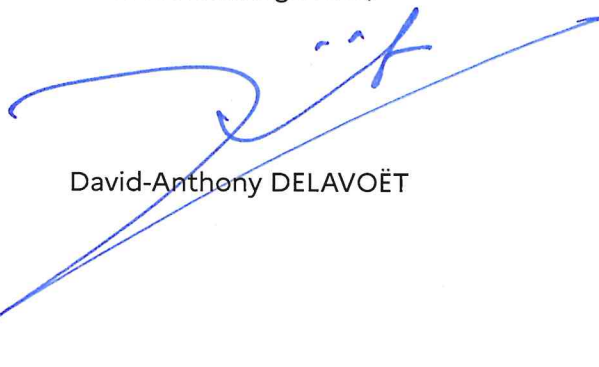
La présente décision peut être déférée par l'exploitant auprès du Tribunal administratif de Grenoble, notamment par la voie postale ou par la voie dématérialisée depuis le portail « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse « www.telerecours.fr », dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publicité.

Article 17 :

Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie et monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil

des actes administratifs de la préfecture et dont une copie sera adressée au maire d'Annecy (Annecy-Le-Vieux).

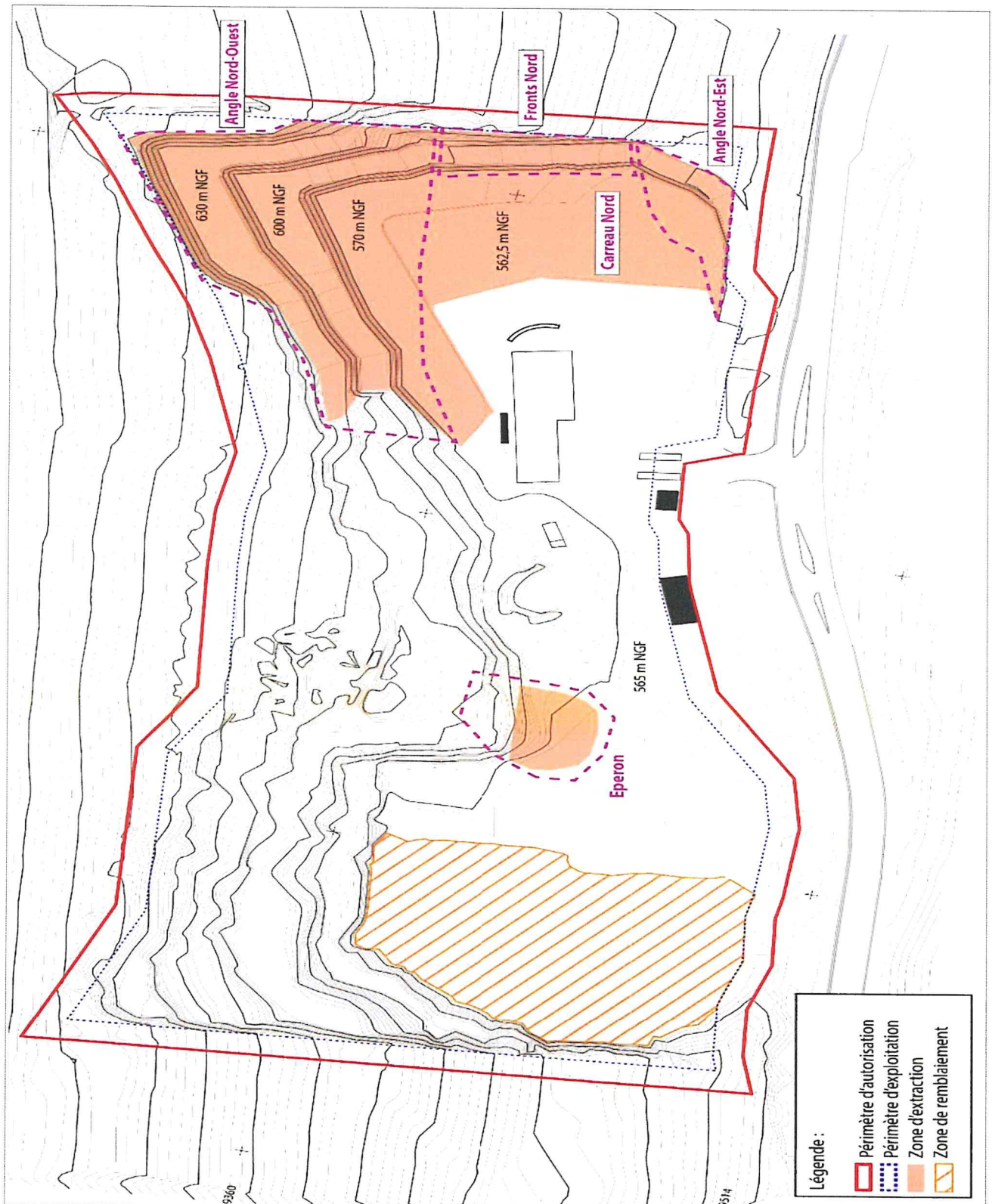
Pour le préfet,
Le secrétaire général,

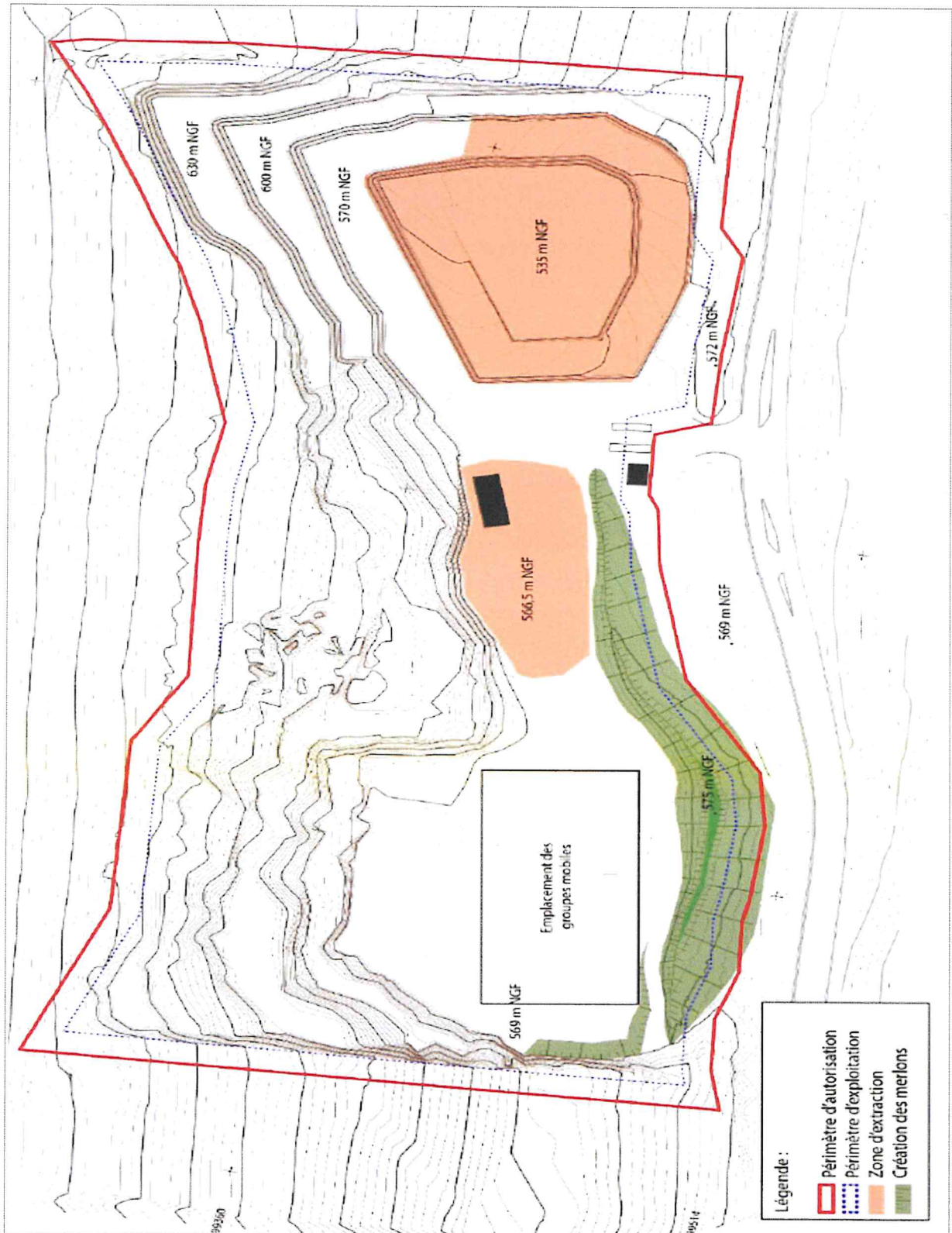
A handwritten signature in blue ink, consisting of a large, stylized 'D' followed by a horizontal line and a small 'A'.

David-Anthony DELAVOËT

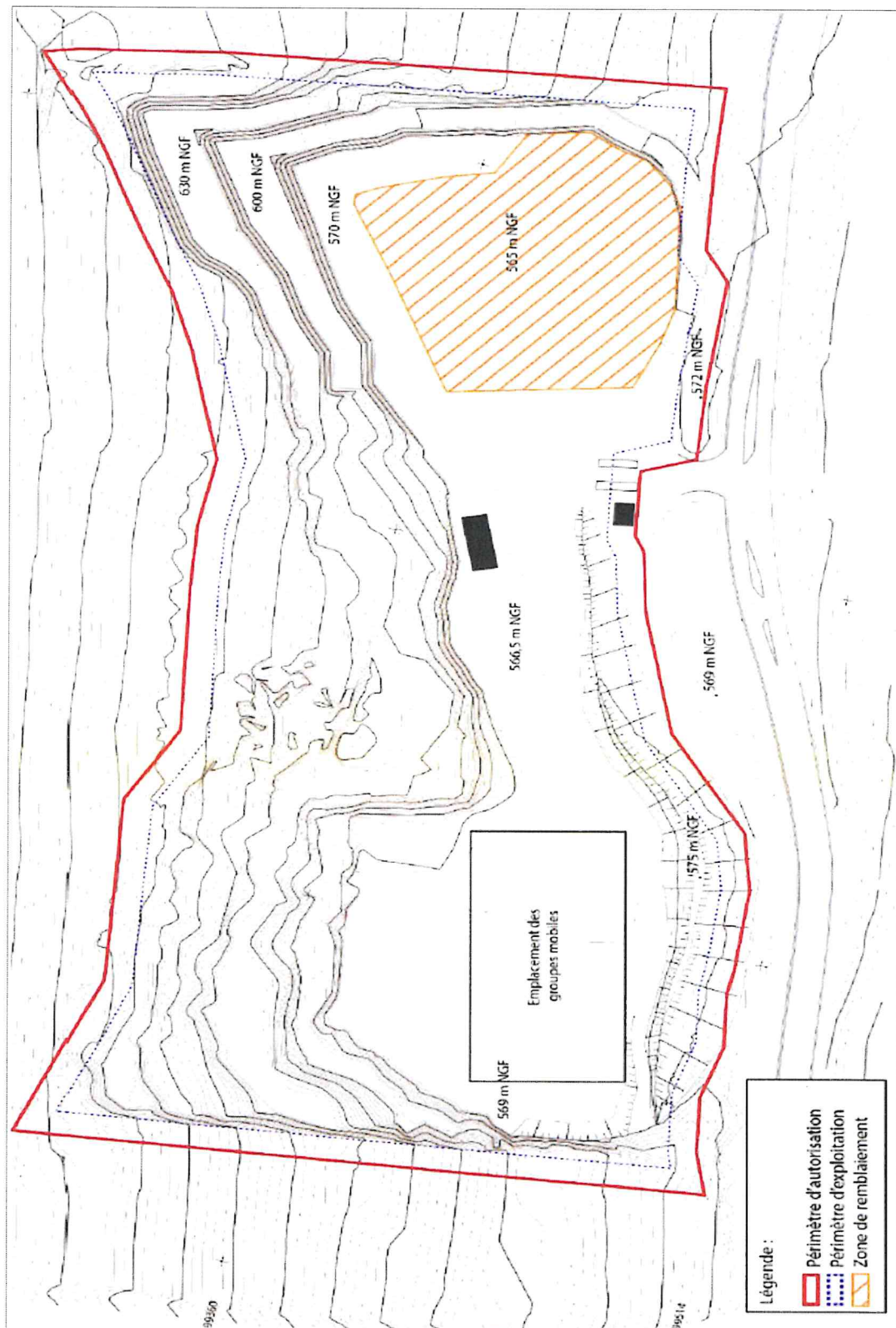
ANNEXES

**ANNEXE I – PLANS DE PHASAGE
T1 JANVIER 2023 – DECEMBRE 2028**

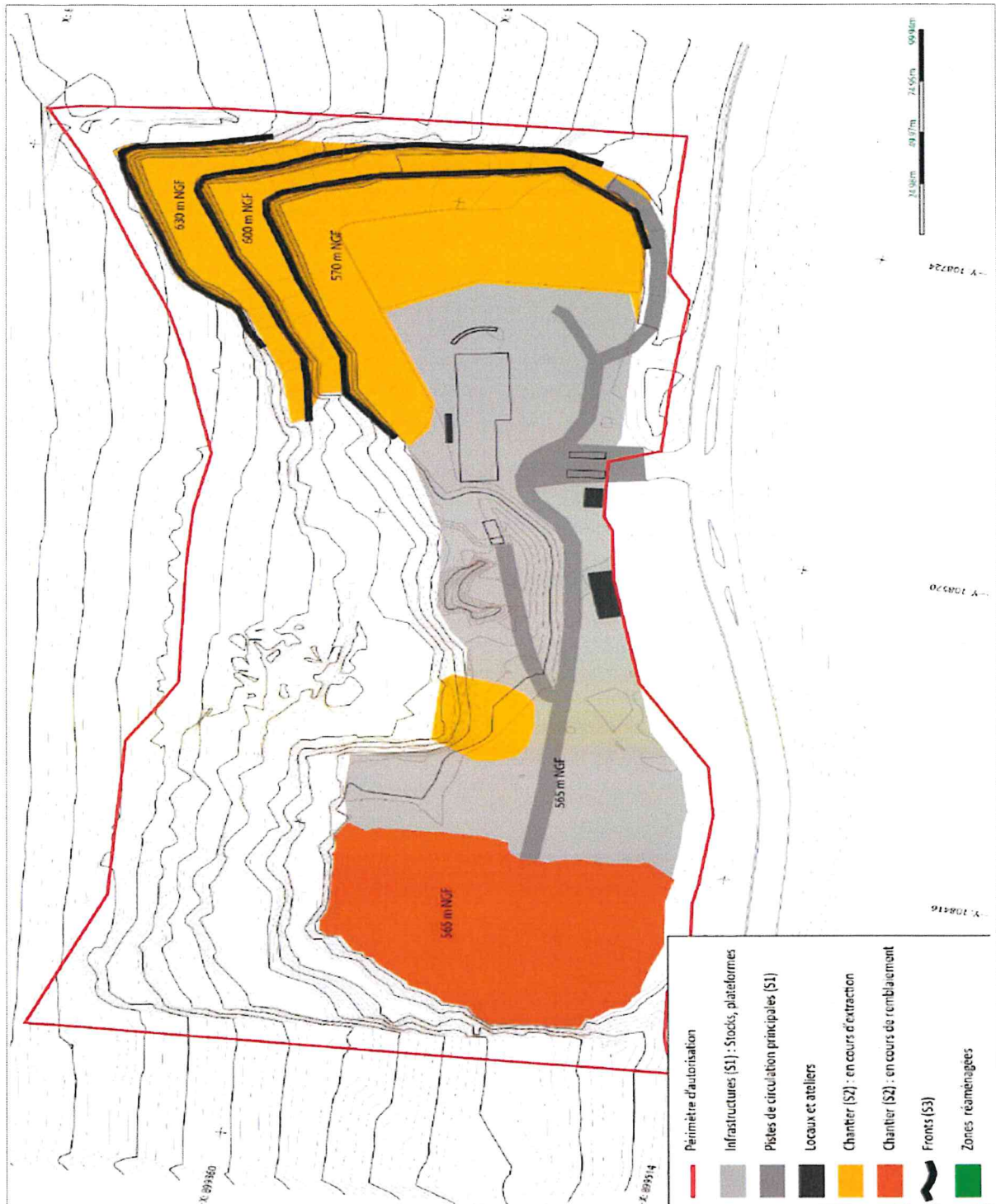


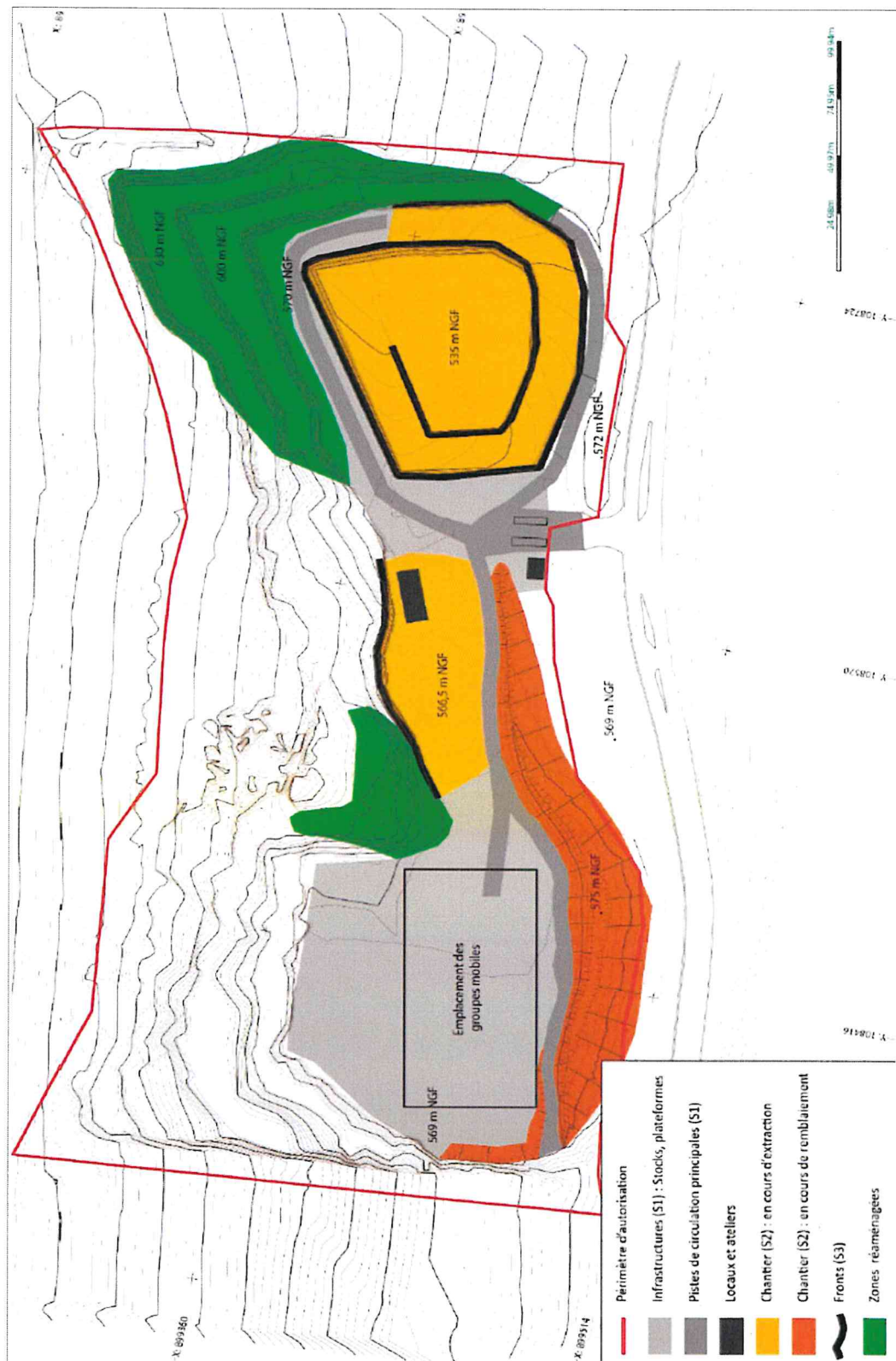


T3 JANVIER 2034 – MARS 2036



ANNEXE II – PLANS DES GARANTIES FINANCIERES P1 2023-2027



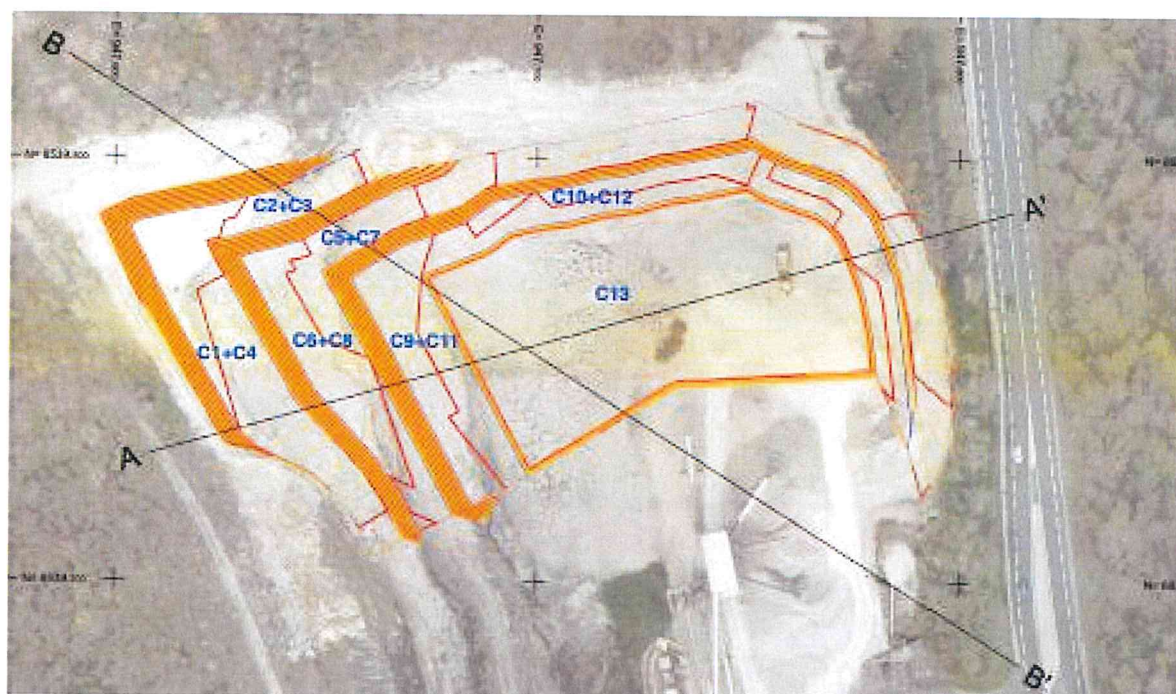




ANNEXE III

PLAN DE LOCALISATION DES DIFFERENTS FRONTS ET PROGRESSION DE L'EXPLOITATION

- C1 : front Ouest (O)- cote 645m
- C2 : front Nord (N)- cote 645m
- C3 : front N - cote 630m
- C4 : front O - cote 630m
- C5 : front N - cote 615m
- C6 : front O - cote 615m
- C7 : front N - cote 600m
- C8 : front O - cote 600m
- C9 : front O - cote 585m
- C10 : front N - cote 585m
- C11 : front O - cote 570m
- C12 : front N - cote 570m
- C13 : approfondissement partiel du carreau cote 562,5m
- Déplacement du concasseur au droit de l'éperon central

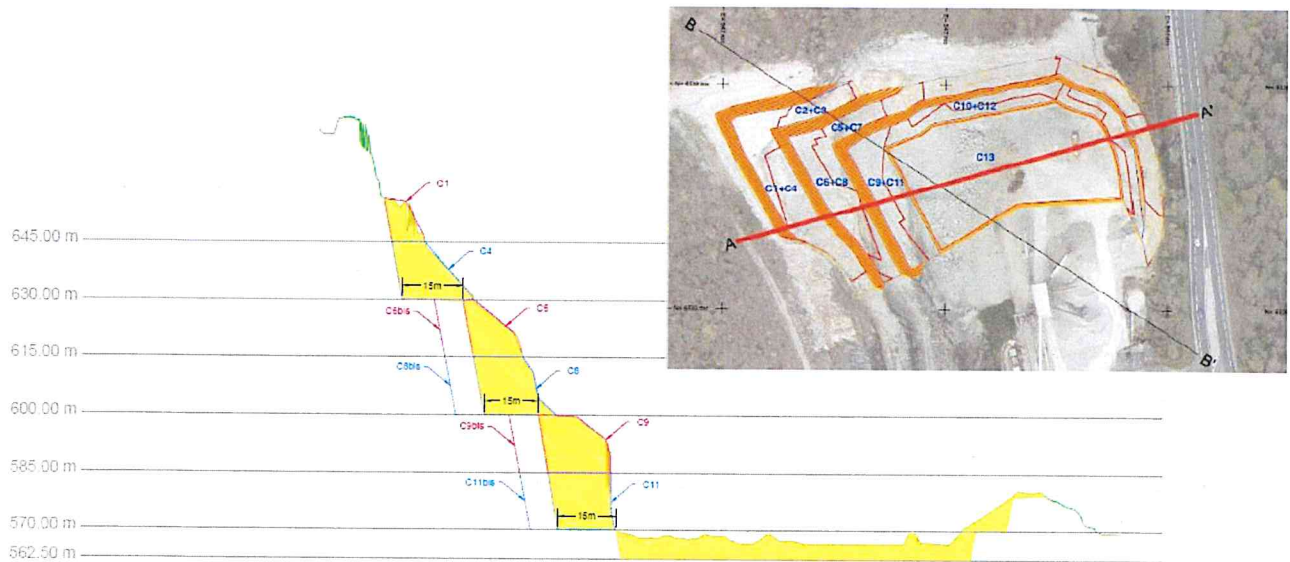


ANNEXE IV **PLANS DE COUPE DE L'AVANCEMENT DES FRONTS**

Coupe A-A'

Echelle des longueurs : 1/1000

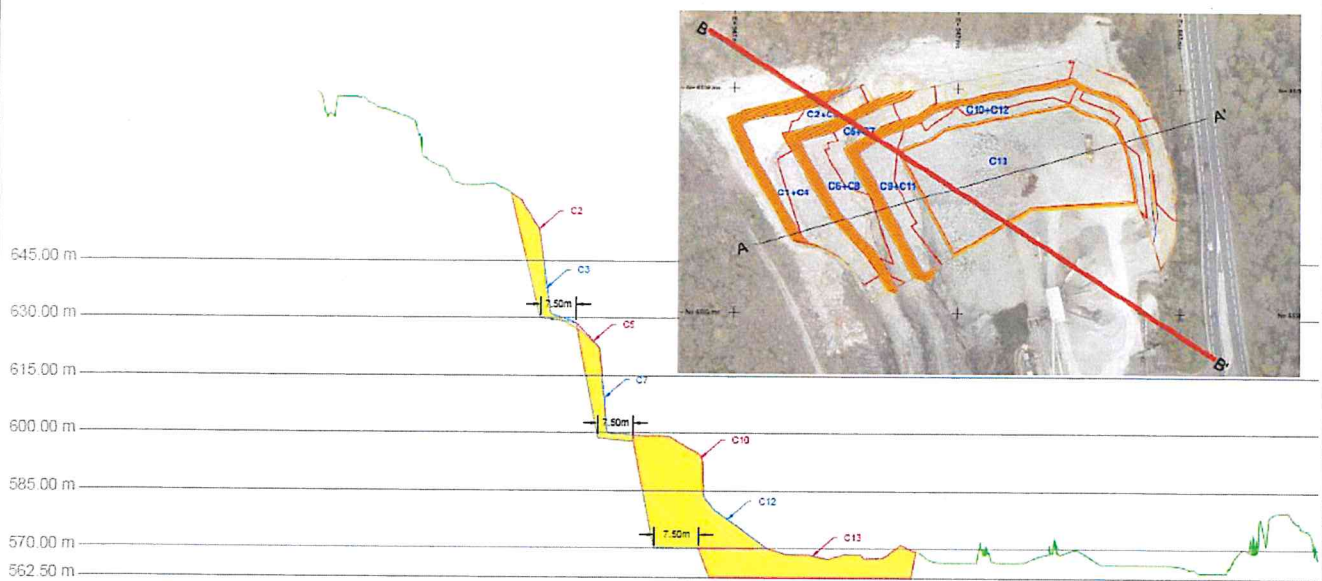
Echelle des altitudes : 1/1000



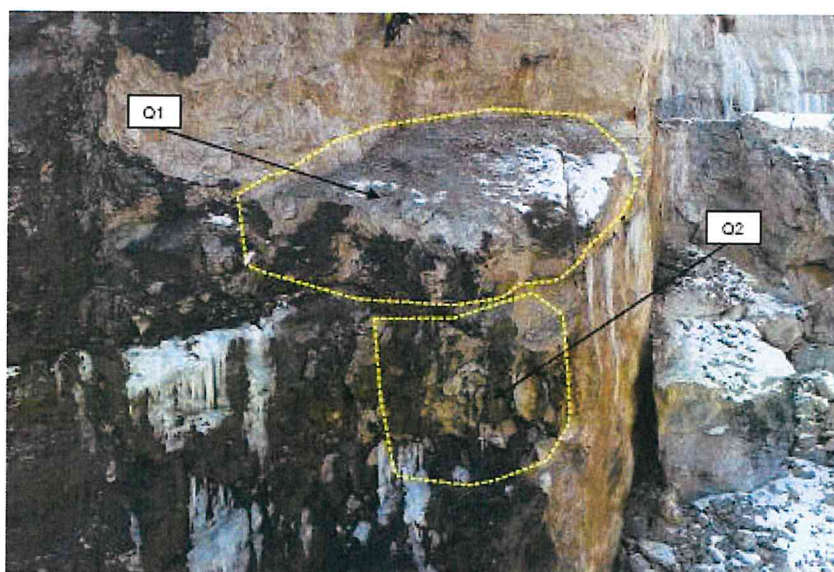
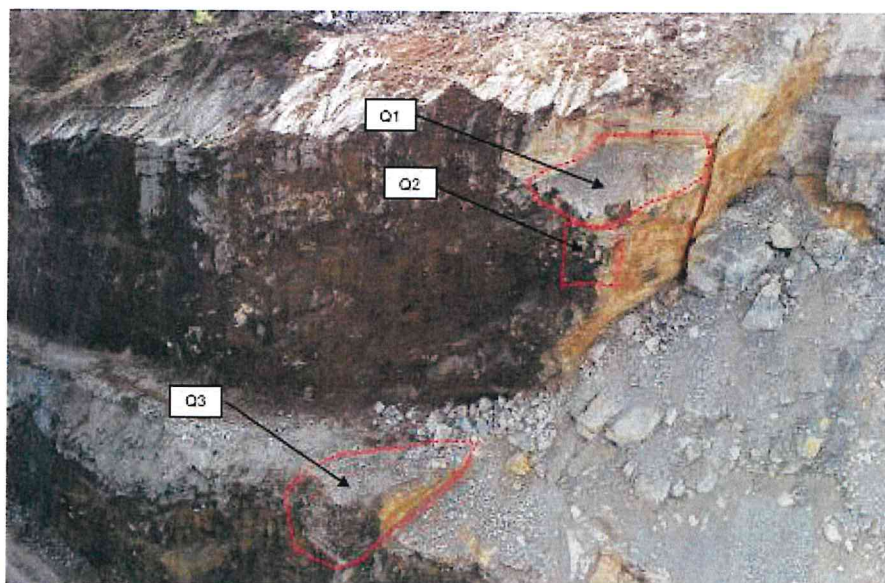
Coupe B-B'

Echelle des longueurs : 1/1000

Echelle des altitudes : 1/1000



ANNEXE V
SITUATION GEOGRAPHIQUE DES COMPARTIMENTS Q1, Q2 et Q3



ANNEXE VI PLAN DE REMISE EN ETAT

